La CPI appelle au dialogue avec les Etats africains tentés par le retrait

@rib News, 24/10/2016 - Source AFP Le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e des Etats parties au traitÃ© fondateur de la CPI a appelÃ© lundi Ã "trouver un consensus" avec les Etats africains critiques, soulignant que le retrait annoncÃ© par l'Afrique du Sud et le Burundi ne serait effectif que dans un an. "Aujourd'hui plus que jamais, il y a un gigantesque besoin de justice universelle", a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e des Etats parties au statut de Rome, fondateur de la Cour pÃ©nale internationale (CPI), Sidiki Kaba, Ã©voquant "les tragÃ©dies qui se dÃ©roulent sous nos yeux".

"C'est dans un dÃ©lai d'un an que le retrait devient effectif", a relevÃ© devant la presse Ã Dakar M. Kaba, par ailleurs ministre sÃ©nÃ©galais de la Justice, au sujet des dÃ©cisions en ce sens annoncÃ©es la semaine derniÃ¨re par l'Afrique du Sud et le Burundi. "Il faut saisir cette opportunitÃ© pour engager un dialogue avec les Etats qui voudraient quitter la CPI. Pour cela, il faut Ã©couter leurs apprÃ©hensions, leurs rÃ©criminations, leurs critiques". M. Kaba a exhortÃ© ces pays Ã "donner une chance au dialogue, Ã la nÃ©gociation", estimant que la prochaine assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Etats parties, du 16 au 25 novembre Ã La Haye, pourrait permettre de "trouver un consensus dynamique". Le ministre sÃ©nÃ©galais a Ã©galement prÃ´nÃ© le renforcement des systÃ¨mes judiciaires nationaux, rappelant que si neuf de ses dix enquÃªtes de la CPI avaient Ã©tÃ© ouvertes dans des pays africains, c'Ã©tait en tant que juridiction d'"ultime recours", et Ã la demande de ces pays. "Si chaque Etat jugeait les crimes Ã©noncÃ©s (relevant de sa compÃ©tence, NDLR), la Cour pÃ©nale internationale serait moins sollicitÃ©e, aurait moins de travail. Ainsi, l'Afrique jugerait les Africains sur le continent", a-t-il poursuivi.